

TUNISIE

LE RÉSIDENT GÉNÉRAL

Il est de tradition, dans une grande entreprise commerciale ou industrielle, d'établir en fin d'exercice un rapport moral et financier de son activité durant l'année écoulée. Pourquoi ne pas adopter le même principe, en ce début d'année nouvelle, pour l'entité économique qu'est la Tunisie ?

Un regard en arrière permettra de dresser en quelque sorte un bilan des réalisations de ce pays et laissera le lecteur juge des progrès accomplis. Ce tour d'horizon basé sur des chiffres et des données précises aura le mérite, au surplus, de répondre aux détracteurs de l'œuvre accomplie dans la Régence par la Communauté franco-tunisienne qui, en dépit de sautes d'humeur, reste une réalité vivante, source féconde de l'évolution de ce pays depuis trois-quarts de siècle.

Si la Tunisie, en effet, traverse actuellement une crise de croissance marquée parfois par quelques accès de fièvre, le pays n'en demeure pas moins foncièrement attaché à ses vertus de sagesse, de modération et de clairvoyance. Aussi, est-il apparu opportun de présenter ici l'autre volet du diptyque tunisien : après le domaine des idées, évoqué par la grande presse sous la rubrique politique, entrons dans le domaine des réalités en examinant le fait économique.

Dès la fin de la guerre, la Tunisie entreprit un effort considérable pour panser ses blessures et relever ses ruines causées par la campagne meurtrière de 1942-43. A l'heure actuelle, les travaux de reconstruction sont en bonne voie d'achèvement et les deux villes de Sfax et de Sousse sont chacune un bel exemple d'urbanisme franco-arabe. Au reste, la technique et les capitaux français ont pris une large part à cette reconstruction. A la fin de l'an-

née 1953, la contribution financière de la Métropole aux dommages de guerre a atteint près de 17 milliards.

Par ailleurs, dès 1948, la Tunisie fut intégrée dans le Plan de Modernisation et d'Équipement de la Métropole et, à la fin de l'année écoulée, le F.M.E. avait accordé à la Régence un total de prêts d'environ 51 milliards auxquels se sont ajoutées diverses avances du Trésor s'élevant à 10 milliards. Grâce à ces facilités de financement, de grands travaux publics purent être entrepris pour doter le pays d'une infrastructure moderne. Parmi ceux-ci, il convient de citer les deux barrages de l'Oued El-Lil et de l'Oued Mellègue qui sont, l'un et l'autre, en voie d'achèvement et ont été récemment mis en eau. Un troisième barrage, celui de Taulierville, qui a été commencé en 1951, complètera cet ensemble hydraulique destiné, d'une part à l'irrigation, d'autre part à l'électrification de vastes régions dont la mise en valeur se trouvera ainsi sensiblement améliorée.

Au cours de l'année écoulée également, a été fondée la Société des Forces Hydro-électriques de Tunisie, « F.H.E.T. », au capital de 1.050 millions de francs, avec le concours financier de diverses sociétés d'électricité, métropolitaine, algérienne et tunisienne, dont l'objet est la construction d'usines hydro-électriques au pied des barrages.

Enfin, l'inauguration, en novembre dernier, du poste de transformation de Tadjerouine, a réalisé l'interconnexion du réseau électrique d'Algérie et de Tunisie, rendant ainsi ces deux territoires solidaires de la même source d'énergie.

Dans le plan d'équipement du pays, une attention particulière a été portée aux moyens de communication. Des travaux importants ont été entrepris pour moderniser et équiper les ports de Sfax, Sousse, Tunis-La Goulette et Bizerte : agrandissement des quais, creusement de bassins, aménagement des postes d'accostage; tous ces travaux ont doté la Tunisie de portes largement ouvertes sur la mer, qui faciliteront les opérations de son commerce extérieur.

Pour ses transports intérieurs, la modernisation des réseaux de chemins de fer a porté surtout sur la substitution de la traction Diesel à la traction à vapeur. L'économie et une plus grande souplesse d'exploitation qui en résultent permettent l'écoulement, dans de meilleures conditions, des produits du sol et du sous-sol dont la production va croissant.

Que ce soit en effet dans le domaine agricole ou dans le domaine industriel ou minier, les chiffres des onze premiers mois de l'année 1953 laissent apparaître des productions supérieures à celles de l'année antérieure. La campagne céréalière fut excellente dans l'ensemble, la récolte ayant atteint 7.815.000 quintaux, (dont 3.800.000 de blé dur, 2.000.000 de blé tendre et 1.800.000 d'orge); celle d'agrumes est estimée à 400.000 quintaux; la récolte des dattes, contrariée par de violents orages en automne, a néanmoins atteint 280.000 quintaux; enfin, 670.000 hectolitres de vin et 75.000 tonnes d'huile d'olive ont été produits.

Un examen des statistiques minières fait ressortir une augmentation de la production des minerais de plomb et de fer en 1953; par contre, on enregistre une baisse de celle des phosphates et hyperphosphates, due aux difficultés d'exportation consécutives à la concurrence américaine sur les marchés extérieurs. L'usine de superphosphates de Sfax a pu livrer à l'exportation et à la consommation intérieure 13.500 tonnes (11 mois). Quant au sel marin, le chiffre des exportations a également baissé par rapport à l'an dernier (51.006 tonnes en 11 mois, contre 85.513 tonnes pour la période correspondante de l'année 1952), mais de nouveaux débouchés semblent devoir s'ouvrir en 1954 en Europe, en Amérique du Sud et en Extrême-Orient.

Comment se traduit le bilan économique de la Tunisie dans ses échanges avec l'extérieur ?

La balance commerciale nous donne la réponse. Celle-ci, régulièrement déficitaire, a marqué une amélioration en 1953. L'excédent des importations sur les expor-

tations, qui s'était élevé à 24 milliards en 1952, a été réduit à 16,5 milliards pour les onze premiers mois de 1953.

Un enseignement se dégage de ces chiffres. La Tunisie, pays économiquement jeune et encore insuffisamment équipé, devra redoubler d'efforts pour augmenter sa production agricole, minière, industrielle, et trouver de nouveaux débouchés à l'extérieur, grâce à des produits de qualité vendus à des prix compétitifs. L'aide financière du Fonds de Modernisation et d'Équipement est certes un puissant stimulant pour la production, mais elle n'est pas suffisante. Un effort parallèle dans le domaine technique et commercial doit être poursuivi, portant sur un meilleur rendement dans les entreprises, une compression des prix de revient et une prospection méthodique des marchés intérieurs et extérieurs.

Par ailleurs, la recherche dans la Régence de nouvelles sources de richesse reçoit l'encouragement et le soutien de l'État. C'est ainsi que, depuis plusieurs années, se poursuivent dans différentes régions des prospections pétrolières qui ont nécessité la mobilisation de capitaux importants.

Un projet de papeterie d'alfa est à l'étude, ainsi que celui d'une usine chimique pour la production du furfurool.

Des facilités de financement et un régime fiscal favorable sont des éléments propres à attirer de nouveaux capitaux et de nouvelles techniques dont est appelé à bénéficier l'ensemble de l'économie tunisienne.

Enfin, il convient de rappeler le succès de la première Foire Internationale de Tunis qui s'est tenue en automne et qui a affirmé la forte position de la Régence dans les échanges de l'Afrique du Nord avec les marchés extérieurs.

Si le souci des responsables de l'économie tunisienne est de mettre en valeur les ressources du pays et de développer le commerce, l'aspect humain du problème économique n'est pas pour autant négligé. C'est ainsi que des efforts se poursuivent depuis des années pour doter la

Régence d'un service médical et d'un équipement hospitalier susceptibles de répondre aux besoins d'une population en constante augmentation. Grâce aux soins dispensés, grâce à la lutte entreprise contre les maladies (tuberculose, paludisme, trachome, etc...), la mortalité a beaucoup diminué depuis le début du siècle : le résultat en est une puissante poussée démographique qui a porté la population de la Tunisie à la fin de 1953 à environ 3.600.000 habitants contre 2.094.000 en 1923.

La conséquence directe de cet état de choses — dont il convient de se réjouir, car « il n'est de richesses que d'hommes » — est un nouveau problème pour l'Administration : celui de la scolarisation des enfants. Grâce à l'aide financière de la France, la Direction de l'Instruction Publique a pu agrandir ou construire de nouvelles écoles et recruter de nouveaux maîtres pour instruire les élèves, de telle sorte qu'à la dernière rentrée scolaire, le nombre des élèves a atteint le chiffre record de 243.500, en augmentation de 23.000 sur les effectifs de la rentrée de 1952.

Tel est, sommairement dressé, le bilan des activités économiques et sociales de ce pays pour l'année écoulée. On conviendra qu'il n'est pas mauvais. n'en déplaise à quelques esprits chagrins.

Regardons donc l'avenir avec confiance. L'année nouvelle s'ouvre sous d'heureux auspices : la paix est revenue dans les esprits, les fruits de la terre s'annoncent prometteurs. Puissent Tunisiens et Français poursuivre leurs travaux dans la concorde et bâtir ensemble, d'un même cœur et d'un même élan, une Tunisie prospère qui apporte un peu de bonheur à chacun de ses enfants. C'est le vœu que je forme ardemment en ce début de l'année 1954.

V. J. J.
V. J. J.